

SHINDÔ RENMEI

DÉFAITE DE 1945 ET CONFLITS INTRA-COMMUNAUTAIRES CHEZ LES JAPONAIS DU BRÉSIL

Rosangela KIMURA*

Au Brésil, dans l'immédiat après-guerre, la communauté nipponne s'est divisée entre ceux qui ne croyaient pas à la défaite japonaise dans la Seconde Guerre mondiale et ceux qui l'acceptaient. La lutte entre les deux factions a eu comme protagoniste une organisation appelée *Shindô Renmei* (Ligue de la Voie des Sujets de l'Empereur), qui a eu beaucoup d'adeptes à São Paulo et aussi dans le nord du Paraná.

On croit que la *Shindô Renmei* était une société japonaise créée à la moitié de la décennie de 1940. Néanmoins, elle était connue au Brésil dans les dernières années à travers les médias, comme protagoniste d'une « guerre fratricide » entre les *kachigumi* ou « victoiristes » –ceux qui faisant confiance à la victoire japonaise– et les *makegumi* ou « défaitistes », ceux qui admettaient que le Japon avait perdu la guerre.

Un bilan de la littérature produite par cette organisation et une observation plus attentive du phénomène *Shindô Renmei* montre qu'il a peut-être subi des transmutations : créée comme une association pour cultiver l'esprit nippon (*Yamato Damashii*) et maintenir la culture japonaise, l'organisation a connu une radicalisation pendant la guerre. Ses adeptes, ou au moins une partie d'entre eux, ont pris part dans des actes de sabotage et ont été arrêtés pour avoir détruit des plantations de menthe et

* Rosangela Kimura, Master en Histoire à l'Université de Maringá (Universidade Estadual de Maringá - UEM), fait partie du « Groupe d'études sur les mouvements autoritaires du 20^e siècle » (Laboratoire d'Études du Temps Présent) - UEM.

des élevages de ver à soie¹. Dans l'après-guerre, l'organisation a été protagoniste d'un conflit qui, dans la superficie, a fendu la colonie en deux factions opposées. Et, finalement, face à la proportion prise par le combat intra-groupe et de la violence et l'arbitraire avec lesquels le procès judiciaire a été conduit contre les « terroristes », la *Shindô Renmei* s'est transformé, au moins dans certains endroits, une espèce d'organisation pour les droits des « Japonais au Brésil ».

IMMIGRÉS JAPONAIS DANS UN MONDE EN GUERRE

Avec la Seconde Guerre mondiale, les immigrés japonais ont vécu, au Brésil, leur moment le plus tragique. Pourtant, observer la communauté japonaise en dehors du Japon dans la décennie de 1940 exige de l'attention car il y avait déjà un sentiment antinippon qui se faisait remarquer depuis la fin du 19^e siècle, pas seulement au Brésil. La Seconde Guerre a provoqué un changement dans le ton du discours contre les Japonais. Avec l'attaque à la base nord-américaine de Pearl Harbor, en décembre 1941, la peur d'une possible invasion « jaune » s'est matérialisée, ce qui a transformé ces immigrés indésirables dans des ennemis en potentiel dans les pays qui les abritaient.

Au Canada, l'historienne Stephanie Bangarth affirme que, pour les Japonais canadiens de la côte Ouest de la British Columbia –dont la plupart était née au Canada–, la guerre a eu une signification différente. Sa présence alarmait déjà une population inclinée à l'intolérance raciale, ce qui

¹ Organisations clandestines menaient ces actions car elles croyaient que des produits comme le menthol et le fil de soie étaient exportés aux États-Unis et seraient utilisés par les « Alliés » dans « l'effort de guerre » contre le Japon. Par conséquent, les Japonais qui se dédiaient à ces cultures étaient « des traîtres de la patrie » Voir : Dezem, Rogério *Shindô-Renmei : Terrorismo e Repressão* – Módulo III – Japoneses. São Paulo, 2000. p. 48-50 et Moraes, Fernando. *Corações Sujos*, 2000, p. 65-66.

a provoqué une réponse des autorités à la clameur populaire, c'est-à-dire, l'expulsion de ces citoyens vers des régions plus éloignées².

Ce genre d'action était commun dans tous les pays où il avait des immigrants nippons. Juste après le bombardement de Pearl Harbor, aux États-Unis, à travers « l'Ordre Exécutif n° 9.066 », signé par Roosevelt le 19 février 1942, des mesures ont été créées pour limiter la liberté, promouvant l'internement dans des camps de concentration de milliers de Japonais et leurs descendants jusqu'à la quatrième génération.

Plusieurs pays en Amérique latine comme le Pérou, la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, la République Dominicaine, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, et le Panama ont envoyé environ 2.264 hommes, femmes et enfants d'origine nipponne dans des camps de concentration nord-américains.

Au Brésil, après l'entrée en guerre, le Japonais –considéré « l'allochtone inassimilable » avant la décennie de 1920, est devenu un problème de sécurité nationale. Avec le temps, les discussions qui se concentraient auparavant sur la capacité que ces immigrants avaient d'améliorer ou aggraver la « race » brésilienne ont commencé à inclure des questions liées à la nationalité, car on avait l'intention de consolider l'État National. L'imputation de mesures répressives aux immigrants considérés

² Bangarth, Stephanie. *The Long, Wet Summer of 1942 : The Ontario Farm Service Force, Small-town Ontario and the Nisei*. Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada, XXXVII, n° 1, 2005, p. 40. Il existe plusieurs études sur la situation des immigrants japonais et de leurs descendants, au Canada, pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, il s'agit d'un thème qui provoque des débats exaltés parmi les historiens et polarise les explications en deux modèles. Le paradigme dominant garantit que la décision de retirer les nippons a été prise par des raisons purement raciales et c'est le résultat d'une longue histoire de pensée intolérante dans la Côte Ouest. L'autre courant considère le remplacement de ces immigrants comme une mesure purement stratégique-militaire, une fois que, dans le contexte de la guerre une attaque japonaise par le Pacifique était assez probable. Selon ce point de vue, ce n'est que le traitement après le confinement qui ait eu caractère racial.

ennemis de la patrie selon la « logique du soupçon » - qui guidait la police politique pendant la période de la guerre – a fait partie de la mise en pratique de ce projet de nation homogène et unitaire, l'État Nouveau (*Estado Novo*).

L'introduction de mesures de nationalisation a eu lieu avec le décret d'état sur l'éducation en avril 1933 qui interdisait l'enseignement des langues étrangères aux illettrés en langue portugaise mineurs de 10 ans. Néanmoins, la réalité rurale et le grand nombre d'étrangers au pays ont empêché le gouvernement d'être trop strict. Seulement après l'instauration de l'État Nouveau et de la promulgation de la Constitution de 1937 le gouvernement a décidé, entre 1938-39, d'exécuter la fiscalisation d'organisations et de publications étrangères et de limiter leurs activités éducationnelles et culturelles à travers de décrets pour accélérer l'intégration des étrangers à la société brésilienne.

Des écoles qui, selon le nationalisme courant, promouvaient une œuvre de désagrégation du travail d'incorporation des descendants d'immigrants à la vie brésilienne, ont été fermées. Il était également interdit de former des sociétés, fondations, clubs ou autre genre de représentation associé à des partis politiques dont les sièges étaient à l'étranger. Et on a prohibé l'utilisation de langues étrangères dans les conversations ou les publications, comme des livres, des revues ou des journaux. La politique d'immigration a été menée de façon à filtrer l'immigration désirable et promouvoir l'expulsion des indésirables. Toutes ces mesures sont à l'origine de la vigilance et de l'exclusion de plusieurs groupes d'immigrants, potentiellement subversifs, qui pourraient corroborer –sous l'optique de l'État– la fragmentation de l'unité nationale.

Pourtant, ethnicité et nationalité étaient des thèmes extrêmement controversés dans les premières décennies du XX^e siècle. Tout au long de l'histoire brésilienne, des Allemands, des Juifs et des Japonais ont été qualifiés –soit simultanément, soit dans des moments différents– comme inassimilables et prédisposés à former des groupements, appelés « kystes

raciaux ». Ces discours avec des nuances xénophobes ont varié en intensité. Tout de même, selon Giralda Seyferth, il était pendant l'État Nouveau qui a eu lieu « la période de disqualifications, plus radical, des différences de nature éthique et culturelle qui étaient imaginées comme une menace à l'unité de l'État-Nation. Les Japonais étaient communément accusés d'être une race difficile, hors des standards d'amalgame et fusibilité. Le même type d'argument apparaît aussi par rapport aux Allemands dénoncés par les agents nationalisés et réprimés, même avant la guerre, comme de potentiels ennemis. L'auteur indique, néanmoins, que « dans la scène plus tendue de la Seconde Guerre mondiale, la discussion de la politique a fait appel, plus que jamais, à des exclusions de nature raciale »³.

Le conflit mondial n'a pas été porteur de grands changements dans le quotidien des Brésiliens. Cependant, pour les immigrants italiens, allemands, japonais et leurs descendants, « sujets de l'Axe », la guerre renvoie à des souvenirs de violences variées, délations, invasions, confiscation de propriété, expulsions de leurs domiciles, négation de leurs origines.

Avec la déclaration de guerre faite par le Brésil à l'Axe, tous les immigrants italiens, allemands, japonais et leurs descendants sont devenus suspects en potentiel d'actes de sabotage et espionnage, une menace à la sécurité nationale. Le contrôle de ces ennemis par l'État était la tâche de la Police Politique –DEOPS (*Delegacia Especial de Ordem Política e Social*) qui avait comme besogne registrer tous les types de comportement et d'idées qui semblaient suspects.

Le climat de suspicion, combiné à d'autres ingrédients, a fini par faire en sorte que les immigrés des pays de l'Axe vivant au bord de la mer soient expulsés de chez eux, comme il s'est passé sur la côte de Paraná, le 25 septembre 1942 et, postérieurement, à Santos, sur le littoral de São Paulo,

³ Seyferth. Colonização, imigração e a questão racial no Brasil (source : <http://www.usp.br/revistausp/home/home.html> p.12. Accédé le 26/11/ 2005).

le 8 juillet 1943. Dans la ville de São Paulo, avec la rupture des relations entre le Brésil et le Japon en le 29 janvier 1942, tous les immigrants japonais dans la région de plus grande concentration nipponne dans la ville –les rues Conde de Sarzedas et dos Estudantes, dans le quartier Liberdade– ont reçu l’ordre d’évacuer les lieux dans dix jours. Comme celui-ci n’a pas été obéi, un second ordre a été décrété en septembre de la même année.

JAPONAIS AU BRÉSIL

PRÉSERVATION DE LA CULTURE

Les mesures de nationalisation adoptées par le gouvernement n’ont pas aidé à promouvoir l’assimilation et la rupture des Japonais avec leur patrie. Au contraire, elles ont provoqué une tentative désespérée de perpétuation des liens culturels qui les rapprochaient du pays d’origine. La contention et l’isolement imposés par l’appareil répressif du gouvernement ont empêché la communauté d’obtenir des nouvelles sûres à propos de la guerre. De telles mesures ont provoqué une grande confusion parmi ces immigrants désireux de rentrer au Japon et complètement démunis pour affronter la nouvelle de la capitulation de leur pays.

Les bombardements atomiques des États-Unis sur les villes d’Hiroshima et Nagasaki le 6 et 9 août, respectivement, ont motivé la prise de parole de la part de l’Empereur, qui s’est adressé à ses sujets. Par une transmission radiophonique, le souverain a annoncé la capitulation inconditionnelle de l’Empire du Soleil Levant le 14 août 1945.

L’incrédulité face à la nouvelle de la défaite du Japon a donné lieu à beaucoup de confusion à l’intérieur de la colonie nipponne au Brésil, aussi bien par la très mauvaise qualité de la transmission comme par le côté inédit de l’événement : les Japonais n’avaient jamais entendu la voix de l’Empereur. Tout cela était aggravé par la déclaration en soi, laquelle, prononcée dans le langage réservé à la famille royale, était pratiquement incompréhensible aux autres Japonais.

Le mémorialiste et artiste Tomoo Handa, a affirmé, concernant la période de capitulation du Japon dans la Seconde Guerre, que l'état d'esprit de ceux qui attendaient le « communiqué officiel » était un état de grande anxiété ; et il a rappelé le si étrange contexte de l'arrivée de la nouvelle. Les Japonais attendaient que le « communiqué officiel » vienne d'un émissaire plénipotentiaire, un représentant officiel de l'empereur, à bord d'un navire militaire impérial ou d'un avion. Celui-ci, en exhibant le drapeau national japonais, transmettrait fidèlement la résolution qui annonçait la victoire japonaise et jamais sa défaite.

Selon Handa, le fait que la sacrée parole impériale soit diffusée dans les journaux en portugais a déjà causé un sentiment d'étrangeté, d'autant plus qu'elle communiquait la défaite japonaise. Cela a mené les Japonais à croire dans la possibilité de falsification des paroles de l'Empereur. L'auteur rappelle encore qu'il y avait eu une autre version de la déclaration impériale « dans un japonais assez douteux », ce qui augmentait les suspicions sur son authenticité. En plus de toutes ces extravagances, il y avait le fait que le « message officiel » est venu par le biais d'un gouvernement étranger sous la forme d'un simple télégramme. Selon le mémorialiste, il était inadmissible pour les Japonais qu'un émissaire ne soit pas envoyé pour communiquer la capitulation et la défaite japonaise, surtout dans le cas du Brésil, où il y avait plus de 200 mille sujets.

Le « communiqué officiel » était composé de deux parties : la « résolution impériale » qui annonçait la fin de la guerre le 14 août 1945, et le message dirigée aux compatriotes d'outre-mer, proférée par le « ministre des Relations extérieures –Togo ». Le message est arrivé au Brésil par une étrange trajectoire. Il a été envoyé par le ministère des Relations extérieures japonais par le câble au siège de la Croix Rouge à Genève. Celle-ci l'a envoyé à sa filiale argentine, et cette dernière l'a envoyé à la filiale brésilienne. C'était le prêtre Guido Del Toro, enthousiaste évangéliste des immigrants japonais, le responsable de faire

passer le message à quelques éléments de la colonie pour que ceux-ci le transmettent enfin à ses compatriotes⁴.

À la fin d'août 1945, le magazine *Time* arrivait aux kiosques de la ville de São Paulo. Sa couverture suggérait la disparition totale du Japon militariste et le magazine contenait, sur la première page, un article sur la bombe atomique. Une vague de rumeurs s'est rapidement proliférée. Et parmi ces incertitudes, surgit la confirmation de la capitulation du Japon, au bord d'un cuirassé américain, le Missouri, le 2 septembre, à 10 heures et 30 minutes. Par la suite, une centrale de diffusion de rumeurs, à Pinheiros, dans la ville de São Paulo, a transmis la nouvelle selon laquelle un émissaire qui notifierait la victoire du Japon arriverait et que les compatriotes devraient se préparer pour une réception⁵. Dans plusieurs villes, des célébrations ont eu lieu pour fêter la victoire japonaise. Parmi tout ce brouhaha, le service de contre-information de la *Shindô Renmei* divulguait massivement la victoire japonaise, en se certifiant que le communiqué officiel ne soit pas diffusé. Ainsi, les immigrants se sont retrouvés dans une situation dans laquelle ils ne pouvaient pas distinguer la vérité du mensonge⁶.

Cependant, il y avait dans la colonie un groupe de Japonais qui avait plus de conditions d'obtenir des nouvelles plus sûres sur la guerre car, en plus de la langue japonaise, ils pouvaient lire et écrire en portugais. Ils ont par conséquent commencé à éclaircir ses compatriotes sur la vraie situation de l'après-guerre à travers un texte écrit auquel ils ont rajouté la traduction de l'Ordre Impérial de capitulation. Ledit document, daté du 5 octobre 1945 et signé par *Jinsaku Wakiyama* (ancien militaire, possédant la plus haut brevet militaire japonais au Brésil), *Shigetsuma Furuya* (ancien

⁴ Handa, Tomoo, *O imigrante japonês : história de sua vida no Brasil*. São Paulo, Centro de Estudos Nipo-brasileiros, 1987, p. 655.

⁵ Dezem, *op. cit.*, p. 54.

⁶ Handa, *op. cit.*, p. 657.

diplomate), *Kunito Miyasaka* (ancien directeur de la BRATAC⁷), *Kyoshi Yamamoto*, *Senichi Hachiya*, *Chibata Miyakoshi* et *Kameiti Yamashita* (ancien président de la Coopérative Agricole de Cotia), a provoqué la haine parmi ceux qui faisaient la propagande de la victoire japonaise. Ces signataires ont été considérés des « traîtres de la patrie », des « Japonais avec les cœurs sales ».

À Bastos, ville dans la province de l'état de São Paulo qui concentrait un grand nombre d'immigrants japonais, en janvier 1946, on a fixé des affiches avec des idéogrammes menaçant de mort les principaux « traîtres », éléments « défaitistes » de la ville⁸.

Il est dans cette ambiance que le premier attentat de la *Tokkô-tai*⁹ a été pratiqué contre Ikuta Mizobe, directeur superviseur de la Coopérative de Bastos, frappé avec quatre balles dans le dos alors qu'il était dans l'arrière-cour de sa maison le 7 mars 1946. En moins d'un mois, le 1^{er} avril, dans la ville de São Paulo, Chuzaburo Nomura, ancien rédacteur du quotidien *Diário Nippak* et postérieurement secrétaire général de la Division et Diffusion de l'Association Culturelle a été assassiné par cinq intégrants de la

⁷ BRATAC (Brasil Takushoku Kumiai), domination sous laquelle la Coopérative de Colonisation du Brésil était connue, la représentante au Brésil de la Confédération des Coopératives d'Emigration (Kaigai Iju-Kumiai Rengokai).

⁸ Les menaces de mort étaient faites, dans la ville de São Paulo, à travers de messages écrits laissés à la porte, alors qu'en province, l'avertissement venait de façon plus sophistiquée, le nom de l'ennemi était peint sur un *sotoba* ou *ihai* –morceau de bois placé dans un autel bouddhiste pendant les veillées et qui porte le nom de la personne décédée. Voir : Morais, *op. cit.*, p. 116.

⁹ *Tokkôtai* –abréviation de Taiatari Tokuetu Kogeitai ou Unités Spéciales d'Attaque par Choc Corporal. Créée par l'aéronautique japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, « *kamikaze-tokkôtai* » était une mission suicide dans laquelle des jeunes pilotes lançaient leurs avions contre des cibles ennemies. Au Brésil, les jeunes qui pratiquaient des actes de violence qui ont mené plus de 20 de leurs compatriotes à la mort entre 1946 et 1947 étaient appelés *Tokkô-tai*. Quand la police a découvert que la *Tokkô-tai* faisait partie de la *Shindô Renmei*, la plupart de ses partisans a nié être au courant de ce fait, qui était maintenu en secret par les *Tokkô-tai*.

Tokkô-tai. Le même jour, aussi à São Paulo, la maison de l'ancien vice-ambassadeur japonais en Argentine –Shigetsuma Furuya– avait été attaquée et Furuya lui-même a subi une tentative d'homicide par deux individus. Ces deux victimes appartenaient au groupe qui a diffusé l'Ordre Impérial de Capitulation du Japon dans la communauté nipponne. Nomura a été l'articulateur du document qui a diffusé la défaite japonaise et ne l'a pas signé parce qu'il n'était pas présent à l'occasion. Les incidents ont continué : le 2 juin, l'ancien colonel japonais Jinsaku Wakiyama a été assassiné à son domicile à São Paulo et, en juillet, 17 attentats ont eu lieu, avec le bilan de dix morts et sept blessés¹⁰. La *Shindô Renmei* a fait 23 morts et 147 blessés en treize ans d'actuation¹¹.

L'immigrant Seiti Tomari, un des fondateurs et directeur-secrétaire de la *Shindô Renmei*, a été le mentor des *Tokkô-tai*. Lors de son interrogatoire à la police, il a déclaré que la création de l'association avait eu lieu en raison de la nouvelle de la défaite du Japon dans la guerre. Il a encore informé que la *Shindô-Renmei* comptait, dans l'année 1946, 30 mille membres registrés et, comptait aussi sûrement avec l'appui et la contribution de 120 mille japonais¹².

Cependant, l'origine de la *Shindô Renmei* est controversée ; il existe, au moins, trois versions sur la fondation de l'organisation : dans la première, la *Shindô* aurait eu ses débuts en 1942 à Marília (état de São Paulo). Dans une autre (la plus probable), cela aurait eu lieu entre 1944 et 1945, et l'organisation avait eu le nom de *Kodôsha* (Mouvement Unificateur) en février 1944, peu avant de devenir *Shindô Renmei*. Enfin, dans la version « officielle » diffusée par certains dirigeants de l'organisation –dans un effort de la légaliser face aux autorités brésiliennes, l'organisation aurait été créée juste après la fin de la guerre, soit en août 1945.

¹⁰ Dezem, *op. cit.*, p. 71-72.

¹¹ Morais, *op. cit.*, p. 331.

¹² Dezem, *op. cit.*, p. 74-75.

SHINDÔ RENMEI SELON LE DOPS

ORIGINES ET PARCOURS

À partir des rapports de la police politique de la période de la guerre et de l'après-guerre, il est possible de tracer la genèse de la *Shindô Renmei*. Fiches et dossiers du DOPS/SP indiquent son apparition entre 1944 et 1945, comme résultat des querelles politiques au sein de la délaissée colonie nipponne de l'après-guerre¹³. Mais, aux yeux de la police politique et de la plupart de la population brésilienne, la *Shindô Renmei* était tout simplement l'organisation qui a été protagoniste de ce qui semblait être une vraie « guerre » à l'intérieur de la colonie japonaise, avec des nippons commettant des attentats contre les biens et la vie de leurs propres compatriotes.

L'action judiciaire contre la *Shindô Renmei*, avec ses 23 volumes disposés en 6.035 feuilles a résulté dans le plus grand et le plus long procès criminel déjà transmis par le Judiciaire brésilien (douze ans et quatre mois)¹⁴. Au total, la police pauliste a détenu, identifié et créé des casiers judiciaires pour 31.380 immigrants japonais suspects de connections avec la « secte ». Et des 1.423 accusés par le *Ministério Público* (Cour de Justice de la République), seulement 381 ont été dénoncés ; pourtant, aucun n'a été expulsé du pays. À la moitié de la décennie de 1950, alors que la plupart d'entre eux avaient déjà été en prison pendant dix ans, le président

¹³ Dezem, Rogério. « Hi-no-maru manchado de sangue : a Shindo Renmei e DOPS/SP », (in) : Takeuchi, Marcia Yumi et Carneiro, Maria Luiza Tucci [dirs]. *Imigrantes Japoneses no Brasil : Trajetória, Imaginário e Memória*. 1^{ère} éd. São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, 2008, v. 1, 480p. (sous presse). Je remercie le chercheur Rogério Dezem la concession de cet article et des informations sur le thème.

¹⁴ Voir Hatanaka, Maria Lúcia Eiko. *O Processo Judicial da Shindo-Remmei : um fragmento da história dos imigrantes japoneses no Brasil*. São Paulo, Fundação Japão, Annablume Editora, 2002, p. 12.

Juscelino Kubitschek a commuté la peine et a accordé la liberté à tous les prisonniers¹⁵.

L'anthropologue Maria Lúcia Hatanaka a entrepris une étude sur le procès judiciaire de la *Shindô Renmei* pour laquelle elle a utilisé fondamentalement comme sources les témoignages recueillis. Des lettres, des notes courtes, des manuscrits et des listes écrites en japonais, des témoignages, des articles de journal, des avis, des dépêches, des casiers judiciaires, des certificats, des photos et des lettres anonymes composent ce procès qui se déploie dans plusieurs enquêtes de police. Selon l'auteur, la série a commencé avec la prison, septembre 1944, du principal chef de la *Shindô Renmei*. Le Component de l'Armée Impériale Japonaise Junji Kikawa, établi dans la ville de São Paulo comme teinturier, a été détenu jusqu'à novembre 1945 sous accusation de sabotage contre des agriculteurs japonais.

La seconde enquête qui avait comme centre des accusations la diffusion de nouvelles fausses sur la guerre a été instaurée déjà dans l'après-guerre, en octobre 1945, alors que possiblement on commençait à rassembler des informations sur l'existence de la *Shindô Renmei*.

Avec une investigation chez Ryotaro Negoro, un des dirigeants de la *Shindô Renmei*, le 31 janvier 1946, la troisième enquête a commencé. À cette date, la police a appréhendé des cartes, des manuscrits en japonais et des montants en argent concernant la contribution des associés, ce qui a donné origine à la matérialisation documentaire de la *Shindô Renmei* et d'autres associations. Et dans cette enquête, les premières informations ont été rassemblées sur les activités illicites et criminelles de la *Shindô*, y inclus les menaces de mort à ceux qui croyaient à la défaite japonaise et l'exploration des imprudents sous la promesse de retour au Japon¹⁶.

¹⁵ Voir : Morais, *op. cit.*, p.331-335.

¹⁶ En profitant de la situation confuse dans laquelle se trouvait la communauté nipponne, un groupe d'escrocs japonais a commencé à vendre des terrains en Manchourie et dans les

La quatrième enquête, instaurée dans la première quinzaine de mars 1946, a révélé le nom d'une autre association de caractère patriotique, la *Zaihaku Zaigo Gunjin-kai* (Association des ex-militaires Japonais au Brésil). Son fondateur, Kiyô Yamauchi, ainsi que les dirigeants d'autres associations, était un militaire sexagénaire qui avait déjà fait partie de la *Shindô Renmei*, ayant même remplacé Kikawa lors de sa période en prison.

Après les insultes et menaces écrites sur le mur de la maison de deux Japonais, entre le 11 et 12 mars 1946, la cinquième enquête a débuté. L'importance de cet ensemble d'enquêtes s'explique par le fait qu'elles ébauchent la situation de la communauté à ce moment. Pour Hatanaka, les informations recueillies montrent :

« Une colonie japonaise divisée par des associations de caractère illégal et de nature patriotique, traversée par des tensions et conflits internes. Elles se révèlent soit sous la forme d'antagonisme par rapport au « défaitistes », soit à travers la constitution, par un mécanisme de fission, d'associations avec des buts similaires »¹⁷.

Sur la prédominance de *Shindô Renmei* face à d'autres associations, Claudio Seto¹⁸ avertissait que celle-ci n'aurait pas réussi à rassembler le

Philippines qui étaient, selon les rumeurs diffusées par la *Shindô Renmei*, sous la domination du Japon ; ils ont aussi vendu de la monnaie japonaise (*yen*), dévalorisé et même des faux billets à des prix exorbitants. Beaucoup d'immigrants ont vendu leurs propriétés au Brésil, ont acheté ces *yen* et sont partis vers le port de Santos, où un supposé navire viendrait chercher les sujets du roi et les emmener vivre dans la « Grande Asie » sous le drapeau du Japon victorieux.

¹⁷ Hatanaka, *op.cit.*, p. 56.

¹⁸ Petit-fils de Noriyasu Seto, un des chefs de la *Shindô Renmei* à Guaiçara, intérieur de São Paulo, Claudio Seto a vécu une partie de son enfance et adolescence dans des temples Zen au Japon et a été un chercheur profond de la culture japonaise. Comme chercheur de l'immigration nipponne au Paraná, avec Maria Helena Uyeda, il a écrit : « Ayumi (caminhos percorridos) : memorial da imigração japonesa : Curitiba e Litoral do Paraná ». Curitiba, Imprensa Oficial do Paraná, 2002. Dans des longs témoignages donnés le 10 et 12 janvier 2006, Seto m'a parlé sur les liens de son grand-père avec l'organisation, des réunions qui se déroulaient dans la fabrique de saké appartenant à sa famille ; il a également

nombre d'associés qui était annoncé. Pour lui, la plupart des Japonais qui ont été dénoncés comme membres de la *Shindô Renmei* ne faisaient pas partie de cette organisation. Pourtant, la police politique aurait transformé tous les « *nihon-jin-kai* »¹⁹ en *Shindô Renmei*. Cela expliquerait l'énorme nombre de 31.380 immigrants identifiés et fichés par la police de São Paulo comme des suspects d'avoir des liens avec l'organisation.

SHINDÔ RENMEI SOUS DIVERS PRISMES

POLÉMIQUES ET INTERPRÉTATIONS

Dû à la répercussion de ses actes dans la presse brésilienne, l'aspect le plus évident dans toute la problématique de *Shindô Renmei* a été certainement la violence. Néanmoins, on ne peut pas perdre de vue le fait que cette organisation s'imposait à ses membres, souvent, comme les représentants des autorités officielles japonaises.

L'œuvre de Fernando Morais, *Corações Sujos*²⁰, qui a présenté au grand public l'épisode de l'après-guerre dans la colonie japonaise, est assez riche en informations puisqu'il a utilisé des diverses sources de recherche. Cependant, par son ton journalistique, elle expose la *Shindô Renmei* comme une guerre qui a divisée la colonie japonaise entre immigrants qui acceptaient la défaite du Japon et ceux qui croyaient à sa victoire, privilégiant les actes criminels. Lesser et Cytrynowicz avertissent du problème présenté par telle œuvre, à savoir, celui de montrer la *Shindô Renmei* uniquement sous le prisme policier. Les auteurs rappellent que la *Shindô Renmei* n'a pas été un fait isolé de la guerre, comme suggère, selon eux, Fernando Morais. Ils soulignent, au contraire, qu'il est nécessaire

analysé les conflits qui se développaient au sein de la colonne nipponne. À ce mémorable chercheur qui est décédé alors que j'écrivais cet article, ma gratitude éternelle.

¹⁹ *Nihon-jin-kai* - *nihon-jin* : japonais - *kai* : assemblée, association, société, réunion, rencontre.

²⁰ Morais, Fernando, *op. cit.*

analyser et montrer cet événement dans le contexte de l'État Nouveau et de l'histoire de l'immigration japonaise pendant les années de la guerre²¹.

La *Shindô Renmei* a clairement laissé sa marque dans l'histoire de l'immigration japonaise. La division intra-groupale qui s'est dessinée avec elle a exposé une série de problèmes, tensions latentes, rancunes occultes. La recherche des tentatives d'explication sur le thème demande à ce que l'on fasse attention aux analyses de portée sociologique entreprises par des chercheurs sur l'immigration japonaise quelques années après le conflit. Auteurs comme Hiroshi Saito et Takashi Maeyama, liés au courant développé à l'École de Sociologie et Politique dans les décennies de 1940-50, et organisateurs de l'œuvre *Assimilation et Intégration des Japonais au Brésil*, considéraient la *Shindô Renmei* comme un phénomène qui a surgit avec les problèmes d'adaptation des immigrants aux conditions brésiliennes. La situation a été aggravée par les restrictions imposées aux Japonais dans l'après-guerre et la difficulté d'avoir des nouvelles sûres sur les développements et le dénouement du conflit. Selon ces auteurs, la *Shindô Renmei* a signifié, pour la communauté japonaise, un pas important dans l'acceptation des modèles de vie en vigueur au Brésil et la conséquente intégration.

Ruth Cardoso, anthropologue qui a entrepris des études sur les Japonais à l'état de São Paulo soulignait que, dans le processus d'intégration des immigrants japonais à São Paulo, il était possible de reconnaître deux phases précises : la Seconde Guerre mondiale, par les problèmes qu'elle a provoqués, aurait été le point diviseur. Selon l'auteur, les restrictions souffertes par la communauté japonaise telles que la fermeture de journaux pendant la période de la guerre ont aggravé la situation d'isolement d'immigrants qui, pour la plupart, ne connaissaient pas le portugais. Le manque de nouvelles sur le développement du conflit, ajouté au sentiment de fierté et de fidélité que les Japonais nourrissaient pour le Japon seraient à

²¹ Lesser e Cytrynowicz. *Shindô Remei – A história merece mais respeito*, 2000. (Source : <http://observatorio.ultimosegundo.ig.com.br/artigos/ol18072000.htm>. Accédé le 20/11/2008).

l'origine de l'apparition des mouvements appelés « victoiristes », qui n'acceptaient pas la défaite du Japon²².

Tomoo Handa a fait une analyse du conflit entre « victoiristes » et « défaitistes », comme expression de la lutte de classes. Celle-ci se configurait, selon lui, entre les immigrants qui formaient la base de la société contre des puissantes entreprises comme la BRATAC et la *Companhia Ultramarina de Empreendimentos* qui, avec les « orienteurs du défaitisme » représentaient la classe dominante.

Selon Handa, dans les tracts des « victoiristes », on voyait souvent la phrase : « Enterrons l'ancienne classe dominatrice ! ». Pour lui, cette interprétation était viable si l'on considère que tous les impliqués dans le mouvement se trouvaient en situation peu privilégiée au Brésil. À Tupã, Bastos et Oswaldo Cruz, lieux où des actions « terroristes » ont éclaté, on pratiquait l'agriculture spéculative du coton – laquelle, en raison d'être largement oscillatoire, provoquaient une forte instabilité, y inclus psychologique, dans ceux qui s'y prêtaient.

Selon cette hypothèse, Handa a investigué quels seraient les ennemis que les « victoiristes » avaient besoin d'éliminer et où ils verraient le « danger ». Il a conclu que les valeurs japonaises étaient celles que les « victoiristes » essayaient de préserver. Des valeurs qui obligeaient tous à collaborer gratuite et silencieusement aux entreprises familiales et qui camouflaient le seul moyen (force de travail de la famille) que possédaient les immigrants sans ressources pour l'ascension sociale. Le fait que quelques immigrants acceptent la défaite du Japon mettait en question les institutions japonaises dans lesquelles les « victoiristes » s'appuyaient. Il écrit :

« Si tout cela peut être considéré comme une forme de lutte entre les classes, alors il sera peut-être possible de comprendre que le cas des victoiristes a été

²² Cardoso, Ruth. « O Papel das Associações Juvenis na Aculturação dos Japoneses », (in) Saito, Hiroshi et Maeyama, Takashi [dirs] *Assimilação e Integração dos Japoneses no Brasil*. São Paulo/Petrópolis, Ed. Universidade de São Paulo/Ed. Vozes, 1973, p. 323.

un mouvement de résistance à la modernisation et d'attache au *status quo*. C'est-à-dire, les défaitistes, avec un esprit libéral, représentaient un « danger », à savoir, la modernisation que les victoiristes répudiaient »²³.

Pour le mémorialiste, lorsque les immigrants se sentaient oubliés par le gouvernement japonais et subjugués, ils voyaient dans l'édification de « l'aire de coprosperité de la grande Asie » la rédemption de leur condition d'abandonnés par les autorités de la mère patrie. Sans réussir à bien discerner qui causait la pression qui les soumettait, explique Handa, ces Japonais se sont retournés contre leurs ennemis les plus proches, leurs concitoyens qui croyaient à la défaite du Japon et, par conséquent, détruisaient le « paradis promis » ; ils ne se retournaient donc pas, comme serait raisonnable, contre les propriétaires terriens, les commerçants et les industriels brésiliens. L'auteur rappelle également que des membres du *Tokkô-tai* recevaient des ordres de ne pas réagir aux autorités brésiliennes, ce qui démontrait le caractère intra-groupal du conflit²⁴.

Plusieurs chercheurs de l'immigration japonaise ont présenté des pistes sur les motifs qui ont donné la possibilité ou, au moins, potentialisé l'émergence du conflit qui a surgi dans l'après-guerre. Néanmoins, à partir de la décennie de 1990, plusieurs études académiques ont paru dans lesquels le thème *Shindô Renmei* était disséqué. Parmi ces analyses, quelques-unes soulignent la présence des tensions internes au sein de la communauté japonaise.

L'historienne Daniela Carvalho atteste que l'apparente harmonie existante entre les immigrants japonais cachait des rancunes concernant des conflits antérieurs à la Seconde Guerre mondiale. L'auteur affirme que dans les années 1920-30, il y avait une division entre les Japonais de São Paulo, le groupe prospère, appelé *ue machi* (ville haute) et ceux qui n'ont pas pu enrichir, *shita machi* (ville basse). Selon elle, la période qui comprend les

²³ Handa, *op. cit.*, p. 691.

²⁴ *Idem.* p. 691.

décennies de 1930-40 a aiguisé les différences entre les Japonais en raison de la réorganisation de l'économie des immigrants puisque la vente au détail et le commerce se sont concentrés dans les mains de quelques individus associés aux coopératives.

La guerre a significativement augmenté les prix des produits du ver à soie et ceux qui en faisaient partie ont prospéré. Daniela Carvalho assure qu'il est plausible de conclure que ceux qui ont obtenu du succès économique et social étaient ceux qui admettaient et disséminaient les nouvelles de la défaite japonaise, alors que les autres voulaient retenir l'image du Japon comme symbole de l'opulence²⁵.

Les analyses sur l'origine de la *Shindô Renmei* qui avertissent sur l'existence de tensions antérieures à la défaite japonaise prétendent que les immigrants qui n'ont pas réussi le succès économique et, par conséquent, se trouvaient aux marges dans le pays hôte, ne pouvaient pas se passer de la rétention de l'image d'un Japon victorieux. Ainsi, ils ont investi contre les immigrants bien intégrés, les « mauvais Japonais », ceux qui ont gagné de l'argent pendant la guerre et ont eu de l'ascension sociale dans la société brésilienne.

Claudio Seto²⁶, chercheur dans le domaine de la culture japonaise et de l'immigration nipponne au Brésil a confirmé que les possibles rancunes, qui ont donné lieu aux dissensions de l'après-guerre, provenaient des différences sociales des Japonais dans leur pays d'origine. Les différences et, par conséquent, les conflits entre les classes, ont été transplantés au Brésil et se reflétaient dans l'exclusion, à l'intérieur de la communauté, de ces immigrants originaires des couches sociales plus pauvres, démunis de base culturelle. Selon Seto, de tels immigrants, même s'ils obtenaient du succès

²⁵ Carvalho, Daniela. « Japan's Second World War victory : an analysis of the reaction of the japanese immigrants in Brazil to japanese defeat », *Maringá : Diálogos*, v. 3, n° 3, 1999, p. 109-110.

²⁶ Seto, en témoignage, le 12 janvier 2006, à Curitiba.

économique et, peut-être, quelque prestige dans la société brésilienne, ne réussiraient pas à avoir de l'ascension dans la colonie, par exemple, la présidence d'une association japonaise.

Les associations, appelées *Nihon-jin-kai*, ont toujours eu un rôle très important au sein de la communauté nipponne et étaient, toujours selon Seto, invariablement conduites par des Japonais originaires des classes plus cultivées de la société japonaise. Le rôle des associations était celui de promouvoir la culture japonaise. Avec l'augmentation de la répression des Japonais, ce genre d'association était interdit par le gouvernement brésilien. L'arrivée de la guerre aurait donné à ces immigrants qui avaient du succès dans la société brésilienne –mais exclus de la communauté nipponne– l'opportunité de vengeance. En dénonçant à la police le fonctionnement des associations, ils pouvaient conquérir aussi bien la confiance des autorités brésiennes comme retirer les chefs de ces organisations de leurs postes, occuper leurs places et, finalement, avoir du prestige à l'intérieur de la colonie.

JAPONAIS DU BRÉSIL

LA LUTTE POUR DES DROITS

Il est nécessaire de souligner le fait que la *Shindô Renmei*, même en tant qu'entité représentant les Japonais, peut avoir agi de manière distincte dans les divers lieux où elle a existé. Lesser, dans ses références aux archives du DEOPS, affirme que l'attitude de celui-ci par rapport à la *Shindô Renmei* et, par conséquent, à la documentation produite en relation à ce mouvement, étaient assez différents dans les divers états brésiliens. Selon l'auteur, l'archive du Paraná démontre que plusieurs groupes de

Japonais et de *nikkeis*²⁷, en plus de cette association, luttèrent contre la dictature de Vargas²⁸.

Dans l'analyse de la documentation produite par la police d'Assaí sur l'action de la *Shindô Renmei* dans cette ville, localisée dans le Nord de l'état du Paraná, il est possible d'apercevoir quelques aspects qui, peut-être, offrent une certaine singularité au cas *paranaense*. Assaí est déjà particulière parce qu'elle a été pratiquement fondée par la BRATAC qui, dans les décennies de 1930-40, malgré le sentiment antinippon courant, y a introduit une grande quantité de familles de Japonais. Dans les « actes de déclaration » de la police politique, dans la période de la guerre, les Japonais identifiés comme participants de la *Shindô Renmei* plaident qu'ils ont appris les actes violents pratiqués par l'organisation à l'état de São Paulo à travers les journaux et ont mis en doute le fait que les attentats aient aucun rapport avec l'association. Au Paraná, selon les déposants, la *Shindô Renmei* visait seulement à cultiver l'esprit et les traditions japonaises. Il est opportun de rappeler que toutes les dépositions demandaient l'autorisation pour le fonctionnement d'organisations de Japonais.

Même si les déclarations sur le caractère pacifique de l'association - bien comme la demande d'autorisation pour son fonctionnement - sont prévisibles dans une déposition à la police, il est nécessaire de souligner que dans les documents appartenant au commissariat de cette ville, disposés dans l'Archive Publique de l'État du Paraná, il n'y a aucune référence à des attentats, homicides ou autre acte de violence pratiqué par des Japonais.

Il y a d'indices intéressants selon lesquels l'entité aurait une préoccupation de défendre les droits des Japonais de la région, comme fait

²⁷ *Nikkei* – descendant d'immigrants japonais.

²⁸ Lesser, Jeffrey. « O DEOPS e a *Shindô-Renmei* », *Revista Histórica*. Arquivo do Estado de São Paulo, 2002, n° 6, p.16.

croire un document présenté par Herculano Neves²⁹, le dernier avocat de la *Shindô Renmei* à travailler dans le procès. Dans son œuvre, *O Processo da Shindo-Remmei*, dans laquelle il inventorie les dépositions les plus significatives, l'auteur transcrit une réquisition (feuilles 2340 à 2344 des actes) faite par Saijiro Tanita, originaire de Três Barras, ville d'Assaí, soussigné par plus de 12 Japonais, daté du 23 avril 1946 et destiné au général Eurico Gaspar Dutra, alors le Président de la République :

« Face à la situation dans laquelle se trouve la colonie nipponne, une (sic) tellement nombreuse, c'est que je viens solliciter à V.E. la grâce de designer une commission afin de vérifier pacifiquement l'état actuel de notre colonie. Puisque nous avons déjà une sollicitation de l'avocat (Dr. Professeur), auprès de la Sécurité Publique, afin d'obtenir la légalisation de notre organisation. Dans l'intervalle pendant lequel nous attendions l'approbation, des activités des mauvais éléments (défaitistes) de notre colonie, nous ont menées à la gravissime situation actuelle [...]

À l'intérieur de cet idéal, nous, les Japonais, n'oublions pas cette terre hospitalière qu'est le Brésil et nous n'arrêtons non plus d'aimer notre terre natale. Le Brésil étant maintenant un pays avec des principes démocratiques, nous croyons ne pas manquer de respect envers ses lois lorsque l'on prend la liberté de former une association entre nous, Japonais [...].

Il existe quelques personnes dans notre colonie qui essaient d'exiger des 300.000 compatriotes pour qu'ils aient le même idéal : celui d'haïr le Japon. Ce sont des personnes d'importance dans la communauté lesquelles, en temps normaux (sic), travaillaient dans des entreprises de capital japonais, où ils touchaient des salaires assez compensateurs pour les postes qu'ils occupaient dans la Capitale. Mais qu'en réalité, comme elles ne correspondaient pas (les rémunérations qu'ils recevaient), ils ont été virés, raison pour laquelle ils se trouvent démoralisés. Ces personnes font le possible pour se venger.

[...] La police a détenu plusieurs personnes, orientée par des dénonciations fausses, sans vérifier les mêmes et cela devient systématique. Les personnes

²⁹ Voir Neves, Herculano. *O Processo da Shindo Remmei e Demais Associações Secretas Japonesas no Brasil*. São Paulo, Linográfica, s/l'année d'édition, p. 404-408.

ont été détenues de toutes les manières : les uns directement du service de travail dans les champs, sales comme ils étaient, les autres n'ont même pas pu prévenir leurs familles etc. Il y a des personnes qui ont été arrêtés entre 10 et 20 jours et ont été ensuite détenues à nouveau car les autorités n'ont pas vérifié et les confondent avec les autres. [...] *De tels personnes pleines de ressentiment (défaitistes) fréquentent les commissariats de façon journalière, dénonçant et stimulant les manières dont la police doivent (sic) travailler les Japonais détenus, suggérant actes inhumains comme couper les cheveux et les sourcils.* Les autorités ne semblent pas voir ces choses absurdes. À cause de ces personnes hostiles (défaitistes), la police est de plus en plus intransigeante.

[...] On dit qu'un groupe de jeunes plus exaltés ont pratiqué quelques crimes, ce qui n'est pas une raison pour ce nombre de prisons, même si ces crimes ont été commis par exaltation des jeunes, qui sont contraires à ceux qui cherchent la désharmonie dans la colonie japonaise. *Etant donné qu'il est le moment de récolte de plusieurs céréales, la prison de centaines de chefs de famille peut les faire tout perdre, et les autorités ne font rien [...].*

[...] La récolte du coton, du riz et d'autres céréales a lieu une seule fois par an. Malheureusement, on assiste tous les jours à la une perte de valeur de cette production, abandonnée dans les champs. Comme on sait, ces dommages ne seront pas que des agriculteurs.

[...] Dans notre colonie il y a des Japonais qui sont un peu désorientés et on juge que la cause soit la situation internationale qui n'est pas assez claire.

En ce qui concerne le crime actuel, nous, les Japonais, avons honte, donc nous demandons à vous, Messieurs, les autorités, que vous nous laissez nous occuper des personnes mentionnées ci-dessus et aussi les colonies japonaises en général, pour le bien être de tous les Japonais et pour le bien du Brésil. Nous aurions un immense plaisir d'être interprètes de V. E. si vous souhaitez des éclaircissements sur notre colonie et, dans le cas où nos demandes seront acceptées, nous répondrons les questions de V. E. avec responsabilité. Nous croyons que ces idées soient pour le bien de l'humanité [...] » (extraits soulignés par moi).

La demande à ce que l'on regarde la situation à la campagne, avec des agriculteurs arrêtés et leurs récoltes à la perte mérite de l'attention car les

prisons des Japonais à Assaí étaient assez fréquentes depuis la période de la guerre. Ces prisons étaient effectuées pour n'importe quelle raison, des plus futiles, comme des réunions pour des commémorations, jusqu'à celles qui étaient considérées « actions de la cinquième colonne », comme la distribution de tracts pour diffuser des nouvelles de la guerre ou pour stimuler des campagnes contre la plantation de menthe.

En 1944, des biens qui appartenaient à la communauté nipponne ont également souffert des dommages comme la destruction de la machine à carder le coton de la coopérative de la région dans un incendie dont les causes n'ont pas été éclaircies. Celui-ci a également atteint la machine à riz de la BRATAC. Cette même année, les terrains cédés par la BRATAC pour la construction d'écoles et de sièges d'associations de Japonais ont été désappropriés par le gouvernement.

Ce contexte semble être la motivation pour la rédaction de cette réquisition que Saijiro Tanita, chef de la *Shindô Renmei* au Paraná, avait l'intention de donner personnellement au président de la République. Mais avant, il est passé par São Paulo, où il a reçu une lettre de Sakuzo Kawashima, un autre membre de la *Shindô Renmei*, dans laquelle celui-ci demandait des clarifications sur l'authenticité du document qu'attribuait au Consulat de Suède l'exercice de représentation des Japonais au Brésil. La réquisition n'a pas été donnée au Président car Saijiro Tanita, dès qu'il a débarqué à Rio de Janeiro, était déjà attendu par des agents du DOPS, informés par la police politique de Curitiba. Tanita a été arrêté et interrogé à Rio de Janeiro, avant d'être envoyé à la Maison de Détention à São Paulo, où il a été poursuivi dans un procès. Il a postérieurement exilé dans la Prison Agricole de l'île Anchieta, dans le littoral Nord de São Paulo.

INQUIÉTUDES COMME CONCLUSION

La *Shindô Renmei* a provoqué une vraie implosion dans la communauté nipponne. Si elle n'a pas été la responsable, comme certains le souhaitent, du clivage dans la colonie entre ceux qui ne croyaient pas à la

défaite japonaise à la guerre et ceux qui l'acceptaient, elle a été directement impliquée dans le conflit intra-groupe. Des chercheurs sont d'accord que la vraie guerre, qui a été déclenchée entre les deux factions, a été fruit de tensions internes, potentialisées par la situation d'isolement et d'oppression à laquelle les Japonais ont été soumis.

Sur l'origine des ressentiments qui ont mené aux dissensions dans l'après-guerre, la plupart des études considèrent que ces immigrants qui n'avaient pas réussi à rassembler des fortunes et une position dans la société brésilienne se sont retournés contre les immigrants établis ou ceux qui avaient enrichi pendant la guerre, apparemment avec la production de marchandises pour les Alliés, étant par conséquent, ennemis du Japon.

Néanmoins, Claudio Seto a entrepris une analyse sur la crise qui s'est installée sur la colonie nipponne avec la *Shindô Renmei* comme une explosion de rancunes profondes et de conflits dans toutes les instances. Les ressentiments venaient des « défaitistes », les Japonais prospères au Brésil qui ne réussissaient pourtant pas à l'ascension sociale dans la colonie puisque les « victoiristes », les Japonais plus cultivés, probablement d'une classe sociale plus élevée au Japon, voulaient toujours garder la haute main à l'intérieur de la communauté. De la même façon, les « victoiristes » avaient du ressentiment par rapport aux « défaitistes », étant donné que les derniers occupaient des positions dans les entreprises qui exploitaient les autres Japonais ou enrichissaient avec la guerre dans la production de marchandises qui, dans la conception des premiers, endommageaient le Japon.

Les associations se révoltaient contre les autorités japonaises à cause de la situation d'abandon à laquelle ont été soumis les immigrants pendant la guerre. Et il y avait encore le conflit de générations³⁰ dans la communauté. Seto a appelé l'attention sur le fait que les membres plus jeunes de la

³⁰ Plusieurs auteurs font référence aux conflits existants entre la première génération de Japonais née au Brésil et les membres plus âgés de la colonie.

colonie ne pouvaient même pas faire partie des entités. Pour cette raison, ils avaient leurs propres associations, les *seinen-kai*. Pour cet auteur, les actes de violence crédités à la *Shindô Renmei* auraient été effectués, en réalité, exclusivement par des groupes de jeunes. On croit encore que l'organisation n'était même pas au courant des plans d'assassinat.

En dépit de tous les efforts entrepris pour disséquer la *Shindô Renmei*, elle n'a pas été entièrement expliquée. Jeffrey Lesser rappelle que la plupart des la production intellectuelle sur l'organisation traite la question sous deux perspectives : le discours antijaponais que l'historiographie brésilienne, basée sur la documentation du DEOPS, tend à analyser comme seul discours sur la *Shindô Renmei* ; et l'interprétation de l'organisation comme « hystérie de masse », selon l'historiographie japonaise, produite au Brésil et au Japon. Pour l'historien, les deux perspectives indiquent la *Shindô Renmei* comme un mouvement « japonais ». Néanmoins, pour Lesser, la documentation du DEOPS qui demande à être lue avec d'autres sources, révèle la *Shindô Renmei* comme un mouvement bien brésilien. Son apparition serait une réponse ou stratégie ethnique de secteurs des communautés *nikkei* et japonaise afin de changer la politique brésilienne et créer ses propres espaces. Il est important de rappeler que, curieusement, dans d'autres pays où les communautés japonaises étaient nombreuses, il n'y a pas eu d'organisation similaire à la *Shindô Renmei*. Jeffrey Lesser affirme que, dans la tentative de trouver des évidences de la *Shindô Renmei* aux États-Unis et Canada, il a conclu que ce genre de mouvement n'a existé qu'au Brésil³¹.

Stephanie Bangarth³² explique qu'au Canada les actions répressives contre les Japonais ont déclenché une lutte pour les droits civils. Celle-ci a

³¹ Lesser, cité, p. 13-15.

³² Stephanie Bangarth (King's College, Université de Western Ontario, Canada) Dans conférence lors du Séminaire International « Droits de l'Homme, Relations Raciales et Histoire ». Florianópolis, 17 septembre 2007, intitulée : « Droits de l'Homme et les

impliqué plusieurs secteurs de la société et a donné la possibilité à ce que les membres de la communauté nipponne puissent, enfin, revendiquer leur condition de citoyens canadiens.

Selon Rogério Dezem, au Brésil, le quotidien de guerre a créé une situation anormale dans la colonie nipponne. L'absence de représentants du gouvernement japonais ou d'entités d'origine japonaise qui puissent guider les immigrants et leurs descendants ici installés a donné une marge à l'apparition de plusieurs organisations. Parmi celles-ci, plusieurs étaient des associations clandestines (et éphémères) qui ont surgi dans ce contexte compliqué par lequel passait la colonie japonaise. La *Shindô Renmei* s'est détachée par son organisation, commandement et capacité de rassembler environ 120 mille Japonais et descendants autour, en principe, d'un idéal : la manutention du *Yamato Damashii* [esprit japonais] et la conviction que le Japon ne perdrait pas la guerre³³. La *Shindô Renmei* représente aussi la « ligne de partage des eaux » dans l'histoire des Japonais et descendants dans la mesure où cela a impliqué pratiquement toute la colonie japonaise installée au Brésil, surtout dans les états de São Paulo et Paraná.

Le cas du Paraná, pourtant, semble être singulier. Le fort sentiment antijaponais qui y existait déjà depuis les premières discussions sur la venue de main d'œuvre « jaune » au Brésil a provoqué une intense campagne antinipponne au début du XX^e siècle. Cela a pu conduire la communauté japonaise à une situation extrême, comme l'expulsion et la saisie de leurs propriétés dans la période de la Seconde Guerre, avant même São Paulo, qui concentrait le plus grand nombre d'immigrants considérés ennemis³⁴. À l'évacuation du littoral, s'est suivi le confinement de Japonais dans des camps de travail, dans la région sud de l'état (où il n'y a pas de registre

Incarcérés : Une étude de cas des Canadiens d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale ».

³³ Dezem, *Hi-no-maru manchado de sangue : a Shindo Renmei e DOPS/SP, op. cit.*

³⁴ Kimura, Rosangela. *Políticas Restritivas aos Japoneses no Estado do Paraná : 1930-1950 (de cores proibidas ao perigo amarelo)*. Master en Histoire, Université de Maringá, 2006.

d'existence de la *Shindô Renmei*) et l'internement de leurs enfants dans des écoles agricoles³⁵. Après la guerre, ces immigrants ont été abandonnés et ont seulement été délivrés par les efforts d'un chef d'association japonaise à Curitiba. La colonie nipponne qui vivait au nord de l'état a subi, de son côté, un état de vigilance et répression permanent et ferme, ce qui est à l'origine de prisons indues. Toute cette situation peut avoir motivé la *Shindô Renmei* et d'autres organisations à ne pas se tenir seulement à la préservation de la culture japonaise et à lutter pour les droits de ceux qui, peut-être, ne considéraient pas encore Nippo-brésiliens, mais les « Japonais du Brésil ».

(Traduit du brésilien par Mariana Teixeira Marques)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANGARTH, Stephanie (2005) : « The Long, Wet Summer of 1942 : The Ontario Farm Service Force, Small-town Ontario and the Nisei », *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada XXXVII*, n°1, p. 40-62.
- CARDOSO, Ruth (1973) : « O Papel das Associações Juvenis na Aculturação dos Japoneses », (in) SAITO, Hiroshi et MAEYAMA, Takashi. [dirs]. *Assimilação e Integração dos Japoneses no Brasil*. São Paulo/Petrópolis, Ed. Universidade de São Paulo/Ed. Vozes, p. 317-345.
- CARVALHO, Daniela (1999) : « Japan's Second World War victory : an analysis of the reaction of the japanese immigrants in Brazil to japanese defeat », *Maringá : Diálogos*, v.3, n° 3, p. 93-112.
- DEZEM, Rogério (2000) : *Shindô-Renmei : Terrorismo e Repressão – Módulo III – Japoneses*. São Paulo, Arquivo do Estado/Imprensa Oficial.

³⁵ Voir : Seto, Cláudio et Uyeda, Maria Helena. *Ayumi (caminhos percorridos) : memorial da imigração japonesa : Curitiba e Litoral do Paraná*. Curitiba, Imprensa Oficial do Paraná, 2002, p. 243-244.

Idem, (2008): «Hi-no-maru manchado de sangue : a Shindo Renmei e DOPS/SP », (in) TAKEUCHI, Marcia Yumi et CARNEIRO, Maria Luiza Tucci [dirs]. *Imigrantes Japoneses no Brasil : Trajetória, Imaginário e Memória*. 1º ed. São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, v. 1. 480p. (sous presse).

HANDA, Tomoo (1987) : *O imigrante japonês : história de sua vida no Brasil*. São Paulo, Centro de Estudos Nipo-brasileiros.

HATANAKA, Maria Lúcia Eiko (2002) : *O Processo Judicial da Shindo-Remmei : um fragmento da história dos imigrantes japoneses no Brasil*. São Paulo, Fundação Japão, Annablume Editora.

KIMURA, Rosangela (2006) : *Políticas Restritivas aos Japoneses no Estado do Paraná : 1930-1950 (de cores proibidas ao perigo amarelo)*. Master, Université de Maringá.

LESSER, Jeffrey (2002) : « O DEOPS e a Shindô-Renmei », *Revista Histórica*, Arquivo do Estado de São Paulo, n° 6, p. 12-16.

MORAIS, Fernando (2000) : *Corações sujos*. São Paulo, Companhia das Letras.

NEVES, Herculano : *O Processo da "Shindo Remmei e Demais Associações Secretas Japonesas no Brasil*. São Paulo, Linográfica, s/d.

SAITO, Hiroshi et MAEYAMA, Takashi (1973) : *Assimilação e Integração dos Japoneses no Brasil*. São Paulo/ Petrópolis, Ed. Universidade de São Paulo/Ed. Vozes.

SETO, Cláudio et UYEDA, Maria Helena (2002) : *Ayumi (caminhos percorridos) : memorial da imigração japonesa : Curitiba e Litoral do Paraná*. Curitiba, Imprensa Oficial do Paraná.

Sites et revues électroniques consultés

LESSER e CYTRYNOVICZ (2000) : *Shindô Remmei – A história merece mais respeito*. (<http://observatorio.ultimosegundo.ig.com.br/artigos/ol18072000.htm> - Consulté le 20/11/2008).

SEYFERTH : Colonização, imigração e a questão racial no Brasil. (http://www.usp.br/revistausp/home/home.html_p.12 - Consulté le 26/11/2005).